

Une action devant une station-service TotalEnergies braque les projecteurs sur l'urgence à taxer les profits indécents du secteur fossile



Action organisée par 350.org et plusieurs partenaires devant une station TotalEnergies à Paris, le 29 avril.
Crédit photo: © Rémy El Sibaïe/350.org

29 avril. Paris, France. Aujourd'hui, une trentaine de militant-e-s de 350.org, d'Action Justice Climat, d'Attac, de Greenpeace et d'Extinction Rébellion ont déployé une banderole "TotalEnergies profite, on paie la facture" à proximité d'une station-service de la multinationale dans le nord-est de Paris alors que le groupe TotalEnergies a publié ce matin-même ses profits pour le premier trimestre 2026 à hauteur de 5,8 milliards, soit deux fois plus qu'il y a un an.

Un mois seulement après avoir appris que [TotalEnergies avait sciemment spéculé sur la fermeture du détroit d'Ormouz](#) pour empêcher a minima 1 milliard de dollars de profits en mars, le message adressé au gouvernement français par les organisations à l'initiative de cette action, est clair : il est temps d'arrêter de protéger les intérêts d'une poignée de puissants et d'avoir le courage politique d'instaurer un impôt sur les profits des géants fossiles dont les recettes pourraient sensiblement améliorer la vie des Français-es à court et à moyen termes. [Des photos et vidéos de la mobilisation sont disponibles ici.](#)

Cette action intervient au moment de la publication des résultats financiers de TotalEnergies pour le premier trimestre 2026, [qui échappe une fois de plus cette année à l'impôt exceptionnel sur les grosses sociétés](#) mis en place dans le budget 2026.

Fanny Petitbon, responsable France pour 350.org, a déclaré :

“60 jours de guerre en Iran, et déjà 2 milliards d'euros de surcoûts absorbés par les ménages et les entreprises en France à cause de la flambée des prix de l'énergie. Pendant ce temps, TotalEnergies affiche avec fierté et sans scrupule des profits deux fois plus élevés que l'an dernier à la même période, sans même s'acquitter de sa juste part d'impôts. Nous dénonçons ce transfert de richesse obscène : la guerre enrichit les actionnaires et appauvrit les citoyen·nes. Cette dépendance est un choix politique mais l'antidote existe. Le gouvernement doit cesser de faire preuve de complaisance et taxer de façon permanente les profits et superprofits des géants fossiles afin de soulager le fardeau économique porté par une large majorité de Français·es et d'investir massivement dans les renouvelables.”

Youlie Yamamoto, porte-parole d'Attac, a déclaré :

“Le prix plafonné à 1,99 € le litre présenté par Total comme un “geste” est un coup de com cynique, au regard des profits records réalisés par la multinationale en spéculant sur la guerre et la hausse des prix, pendant que la population subit de plein fouet la flambée du coût des carburants à la pompe. C'est d'autant plus scandaleux que ces super-profits pétroliers sont délocalisés dans des paradis fiscaux. Un mécanisme de taxation unitaire doit être mis en œuvre afin de les taxer là où l'activité est réalisée.”

Nour Bounaidja, coordinatrice d'Action Justice Climat, a déclaré :

“TotalEnergies s'enrichit chaque jour tandis que les Français·es se paupérisent face à des factures énergétiques de plus en plus élevées. Plus que jamais nous devons lutter contre des entreprises aux méthodes violentes, contre le carbofascisme et pour les droits humains. En tant que mouvement citoyen, nous demandons que le gouvernement français prenne ses responsabilités et taxe les profits de TotalEnergies qui se chiffrent en milliards d'euros, quand le service public subit une coupe budgétaire de 6 milliards d'euros, indispensables pour maintenir le système de santé et éducatif. Ici même en France, et dans les pays de la majorité globale, des entreprises du nord prolifèrent dans une dynamique néocoloniale et participent à alimenter écocides et génocides.”

Sarah Roussel, Chargée de campagne Climat et Énergies fossiles pour Greenpeace France, a déclaré :

“TotalEnergies annonce ce matin avoir amassé 5,8 milliards de profits sur le premier trimestre 2026, soit 51% de plus que le premier trimestre 2025. Derrière ces résultats se cachent des profits de guerre indécents et destructeurs, largement captés par les actionnaires, pendant que des millions de personnes voient leur facture énergétique exploser. Il est urgent que le gouvernement français taxe les profits des compagnies pétrolières pour alléger les factures d'énergie des ménages plus modestes et accélérer les investissements dans la sobriété et les énergies renouvelables sûres, bon marché et locales.”

Mat, militant d'Extinction Rebellion, a déclaré :

“Les profits indécents de Total se font en pariant sur la guerre et sur le dos de tout le monde : des populations et écosystèmes de pays dont les ressources sont pillées, des gens qui ont besoin de leur voiture pour aller travailler et se saignent à la pompe, et des conditions de travail des salariés de Total, en grève il y a 2 semaines pour baisser le prix du gazole. Et le gouvernement regarde sans rien faire, voire pire : encourage.”

Alors que se clôture aujourd’hui la première conférence internationale de transition hors des énergies fossiles à Santa Marta en Colombie, la question de la taxation des profits des grands pollueurs est au cœur de l’actualité, notamment pour financer une sortie durable de la dépendance au pétrole, au gaz et au charbon. Si l’Union européenne n’a malheureusement pas retenu cette mesure dans son paquet de réponses à la crise adopté la semaine dernière, la France dispose de plusieurs opportunités pour faire progresser le sujet parmi lesquelles l’examen début juin à l’Assemblée nationale d’[une proposition de loi sur les superprofits des entreprises pétro-gazières](#) et la prochaine session de négociations en août à New York en vue d’adopter une Convention des Nations Unies pour une coopération fiscale internationale. Nous exigeons que la France cesse de céder aux lobbies pétroliers et instaure sans attendre une taxation permanente et ambitieuse des profits fossiles. Chaque jour d’inaction est un choix politique assumé en faveur des actionnaires contre les citoyen·nes.

###

Notes aux rédactions

[Des photos et vidéos de la mobilisation sont disponibles ici.](#)

Contact presse : Hala Bounaidja-Rachedi, Chargée de campagne digitale et communication, 350.org, 06 24 03 95 73 , hala.rachedi@350.org

Le sujet de la taxation des profits des entreprises fossiles a gagné en popularité ces derniers mois :

- Selon un [sondage publié cette semaine par Oxfam France](#), 75 % de la population française estiment qu’il faudrait taxer davantage les sociétés du secteur des énergies fossiles.
- [Les ministres des finances d’Allemagne, d’Autriche, d’Espagne, d’Italie et du Portugal](#) ont appelé la Commission européenne début avril à introduire une nouvelle taxe à l’échelle de l’Union européenne sur les bénéfices exceptionnels des entreprises énergétiques, estimant que la flambée des prix du pétrole liée aux tensions géopolitiques pèse injustement sur les citoyen·nes.
- [Un groupe d’économistes internationaux renommés](#) dont Joseph Stiglitz a appelé à l’instauration de taxes sur les superprofits empochés par les entreprises du pétrole, du gaz et des engrais chimiques.
- [Laurence Tubiana](#), Directrice exécutive de la Fondation Européenne pour le Climat, et ancienne négociatrice en chef pour la France lors de la COP21 plaide pour que les taxes sur les superprofits des énergies fossiles soient une porte d’entrée vers des modes de taxation plus permanents.
- [350.org](#) a récemment publié deux analyses chiffrées :

- [L'une publiée le 21 avril 2026](#) démontrant que le coût caché des énergies fossiles s'établit à 12 000 milliards de dollars par an à travers le monde, entre subventions publiques allouées aux entreprises fossiles, impacts sanitaires et coûts liés aux catastrophes climatiques.
- L'autre en date du 29 avril 2026 citée plus haut dans ce communiqué calcule les pertes liées aux flambées des prix en utilisant des moyennes pondérées des prix du pétrole et du gaz depuis le début de la guerre en Iran, combinées aux niveaux de consommation nationaux et tenant compte de l'incertitude de certaines données, telles que la baisse de la demande et le rationnement en réponse à la hausse des prix. Elle n'inclut pas les effets d'entraînement plus larges, tels que la hausse des coûts des engrais et des denrées alimentaires, la baisse de la production économique et de l'emploi, ou l'inflation généralisée.